

Conférence de presse parlementaire

L'avenir de la papeterie Chapelle Darblay

Jeudi 15 octobre 2020, Saint-Etienne-du-Rouvray

Intervention de Jean-Paul LECOQ

- **Avec mes camarades élus communistes, au Parlement comme dans les collectivités locales, nous plaidons de longue date pour que les salariés puissent être soutenus, par toute la force de la puissance publique, lorsqu'ils portent des projets de reprise de leur entreprise.**
- **Et nous plaidons de longue date également pour que l'Etat utilise l'atout de la nationalisation pour sauvegarder des outils industriels précieux.**
- Une entreprise c'est certes des capitaux, des actionnaires, mais c'est surtout des savoir-faire, des salariés qui s'engagent. Ils font déjà parti des investisseurs, puisqu'ils investissent leur temps, leur énergie, leurs compétences.
- Ils connaissent leur métier, leur outil de travail, leur environnement et sont, par nature, attachés à leur pays, à leur territoire de vie. Ils ne sont pas atteints du syndrome de la volatilité comme peuvent l'avoir les marchés financiers !
- Lors de la crise de 2008, comme depuis le début de la crise qui nous occupe actuellement, il a été clairement démontré que le marché ne peut pas tout... Et ceux qui nous disaient encore hier : « *la puissance publique n'a pas à se mêler de l'économie, c'est l'affaire du marché et des actionnaires* », sont les premiers aujourd'hui à revendiquer l'intervention de la puissance publique, de l'argent public.
- Or nous ne sommes pas pour nationaliser les pertes et privatiser les profits.
- Avec Hubert, lorsque nous étions au Département, nous plaidions pour que l'outil économique départemental, Seine Maritime Attractivité, vienne soutenir les projets construits par les salariés et agisse pour préserver les outils industriels. Stéphane Barré et Alban Bruneau ont repris ce combat.
- On nous répondait quelquefois, « *le tourisme c'est l'avenir* » comme si la désindustrialisation était une fatalité. La crise du Covid est venue leur enseigner que si le tourisme est important, le maillage industriel lui est primordial...

- De plus, **l'indispensable transition écologie** que plus personne ne peut contester, repose bel et bien sur le retour d'un état stratège et investisseur. Car qui peut croire sérieusement qu'elle pourrait reposer sur la simple volonté des marchés et des actionnaires ?
- Un simple exemple avec la filière éolienne marine que je connais bien et qui repose sur des investissements publics massifs...
- **Il est donc temps d'apprendre des erreurs d'hier pour ouvrir de nouveaux chemins.**
- La nationalisation, la planification de l'économie et en l'occurrence celle de la transition écologique que je réclame au Havre, ne sont plus des gros mots, nous avons même désormais un Haut commissaire au plan, investi par ce gouvernement pourtant libéral.
- **C'est le moment d'agir concrètement et l'avenir du site exemplaire de Chapelle Darblay nous en offre une belle occasion.**
- Dans le cas d'école posé par UPM, il s'agit d'associer l'Etat, la Région Normandie, les collectivités locales, la CCI et éventuellement le Département au sein d'une même démarche, d'une même structure pour apporter des financements dédiés pour la conversion du site à d'autres productions.
- De l'argent public bien employé car au service à la fois de l'emploi, de la préservation de nos outils industriels et de la transition écologique. De l'argent public non délocalisable et non privatisable.
- Le CICE comme le Plan de relance de l'économie concocté par le gouvernement, c'est de l'argent public qui finit par enrichir ceux qui ne connaissent pas les crises.
- Regarder encore l'analyse étayée sortie cette semaine par l'observatoire des multinationales qui démontre comment des entreprises du CAC 40 ont empoché de l'argent public tout en licenciant et en faisant progresser les profits de leurs actionnaires.
- Le ministre de l'économie dit « *ce n'est pas bien* », et il « *invite* » les entreprises bénéficiaires d'argent public à ne pas distribuer de dividendes pendant cette crise.

- C'est sympa d'inviter mais c'est surtout faussement naïf...
- **Nous nous portons une autre conception de l'intervention publique, de l'intérêt général comme de l'intérêt supérieur du pays et de ses territoires.**
- **Tout le monde en Normandie s'accorde pour dire que l'Axe Seine, c'est notre avenir.** Qu'il est préjudiciable d'investir des milliards pour creuser un canal concurrent au nord alors que nous disposons déjà avec la Seine, d'un canal naturel et de grand gabarit pour faire circuler les marchandises.
- L'Axe Seine c'est un tiers du PIB national, c'est 5 Millions d'emplois.
- Tous parlent de développement des énergies marines, des mobilités du futur, de l'hydrogène, des infrastructures ferroviaires. Ca tombe bien, l'Axe Seine c'est tout cela et plus encore à la fois. C'est un formidable outil au service de la transition écologique, au service de l'économie circulaire, et au service de l'économie solidaire.
- Alors que chacun joigne enfin les actes aux belles paroles pour prendre en main notre commun destin.
- **L'Axe Seine c'est des investisseurs, c'est aussi des salariés, et des collectivités et un Etat qui dépensent de l'argent public pour équiper nos ports, pour aider les entreprises dans leurs obligations de compensations écologiques, pour accompagner leurs projets de développement.**
- Avec le projet que nous portons ici, nous ajouterons un atout supplémentaire sur notre Axe Seine qui non seulement est de nature à préserver les emplois existants, mais plus encore à créer de nouveaux, et en nombre.
- La communauté maritime et portuaire, à travers un document d'orientations baptisé SEINEPORT considère que si les investissements publics sont au rendez-vous dans les temps, il existe un gisement de 15.000 emplois nouveaux sur l'axe Seine à échéance 2050, en particulier dans le domaine de la logistique.